
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

—
AU 30 JUIN 2014

www.gfi.fr

Rapport Semestriel d'activité au 30 juin 2014

Événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice

Acquisitions

Le premier semestre 2014 a permis de conclure avec succès plusieurs opérations de croissance externe. Après l'acquisition, dès le mois de janvier 2014, de la société Awak'IT, agence de conseil spécialisée dans la communication digitale (cf. rapport annuel 2013), deux acquisitions ont pu être conclues en juin 2014.

Acquisition de l'agence digitale AWAK'IT

Gfi Informatique a acquis fin janvier la totalité du capital de la société Awak'IT, agence conseil spécialisée dans la communication Digitale globale, Corporate, RH des grands groupes.

Awak'IT s'est forgée une compétence reconnue sur les nouveaux canaux du Digital (Web TV, intranet, tablettes mobiles, réseaux collaboratifs et sociaux, e-formation...) et compte notamment parmi ses clients des groupes prestigieux dont beaucoup du CAC 40. À travers cette opération, Gfi Informatique a pour objectif de prendre une place de premier plan sur le marché (français) du Digital, et vise le développement de synergies commerciales importantes sur un secteur en très forte croissance.

Awak'IT réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 6 millions d'euros.

Acquisition de la société ITN : une position stratégique dans les logiciels de gestion pour les assurances

ITN est un des leaders de l'édition de progiciels de gestion pour le secteur des assurances. La société a été fondée en 1985 par son dirigeant actuel François Petit. ITN conçoit, développe et commercialise en France et en Europe des solutions d'assurance Vie et Non-Vie (IARD, Santé, Prévoyance & Épargne) pour les compagnies d'assurance et de bancassurance, les mutuelles et les cabinets de courtage.

ITN, membre de BPI Excellence, est le premier éditeur français de progiciels d'assurance labellisé par Finance Innovation.

Avec un effectif d'environ 110 personnes, ITN réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 15 millions d'euros, dont plus de la moitié en licences et maintenance, pour une marge opérationnelle supérieure à 15%.

Cette acquisition permet d'augmenter de près de 20% en année pleine l'activité logicielle de Gfi Informatique. Elle s'inscrit dans le cadre du plan IP 20 annoncé en début d'année qui vise à porter de 12% à 20% à un horizon de 3 ans le chiffre d'affaires Solutions du Groupe.

Acquisition de la société Aerial

Gfi Informatique a finalisé l'acquisition de l'ESN Aerial auprès du groupe Real Dolmen.

Aerial réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 30 millions d'euros et compte près de 350 collaborateurs. Elle dispose d'un portefeuille clients prestigieux : près de la moitié du chiffre d'affaires est

réalisé dans le secteur public, 20% dans les services financiers et les assurances et le solde auprès de grandes entreprises des télécoms, de l'industrie ou des services.

Elle dispose également d'un savoir-faire reconnu dans les migrations de données et de solutions pour l'industrie pharmaceutique et le secteur des assurances. Enfin avec plus de 40% réalisés en Tierce Maintenance Applicative, la société présente une récurrence significative de son chiffre d'affaires. Créée en 1979, la société est présente à Paris et à Lille. Son intégration au sein du Groupe Gfi Informatique devrait être grandement facilitée par la nature de son portefeuille d'activités et de ses clients.

Après intégration, le niveau de contribution d'Airial aux résultats du Groupe sera au moins équivalent à celui des autres activités identiques de Gfi Informatique.

Financement

Émission d'un Emprunt Obligataire de 15 millions d'euros

Les Obligations de Gfi Informatique d'un montant total de 15 millions d'euros, émises le 2 juin 2014, portent intérêt au taux de 3,947 % l'an et viendront à échéance le 27 décembre 2019.

Les intérêts de ces Obligations sont payables annuellement à terme échu le 27 décembre de chaque année, et pour la première fois le 27 décembre 2014.

L'AMF a apposé le visa n°14-244 en date du 27 mai 2014 sur le prospectus d'émission. Celui-ci décrit dans le détail l'ensemble des modalités applicables à l'émission et à l'emprunt. Le prospectus est également accessible sur le site (www.gfi.fr) à la rubrique Actionnaires - Informations réglementées.

Accord concernant les OCEANES détenues par Boussard & Gavaudan

Gfi Informatique a conclu le 20 juin 2014 un accord avec BG Master Fund afin de réduire le taux d'intérêt annuel payé par la Société au titre des seules OCEANES détenues par BG Master Fund. Ces OCEANES ont été émises par la Société le 30 juin 2011 et sont décrites dans la note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers sous le n°11-252. A ce jour, BG Master Fund détient 99,89 % du nombre total des OCEANES encore en circulation. Aux termes de cet accord, BG Master Fund a accepté que le taux d'intérêt annuel payé au titre des OCEANES qu'il détient soit ramené de 5,25% à 3,00%, à compter de la date de signature de l'accord.

Gfi Informatique, quant à elle, s'est engagée pendant une durée de neuf mois, à compter de la date de signature de l'accord, à ne pas exercer la faculté de remboursement anticipé prévue au premier paragraphe de l'article 4.1.8.1.3 de la note d'opération.

Activité au premier semestre 2014

Analyse de l'activité en France

Le chiffre d'affaires de la France s'est élevé à 330,6 M€ contre 313,0 M€ au 30 juin 2013, soit une croissance de + 5,6% à données publiées et de + 2,4% en organique. Sur le deuxième trimestre, la croissance en France s'élève à + 6,9% dont + 3,0% en organique.

L'activité commerciale sur le trimestre a été très intense et au 30 juin le *pipe* et le *pipe* pondéré sont supérieurs à l'an dernier de respectivement 9,2% et 7,7%. Le *book to bill* glissant s'établit à 1,17 contre 1,13 au 30 juin de l'an dernier.

La marge opérationnelle, à 19,0 M€ soit 5,8% contre 16,6 M€ soit 5,3% au 1^{er} semestre de l'an dernier est en forte progression. En dépit d'un calendrier aussi défavorable que l'an dernier, la progression de la marge opérationnelle traduit les efforts du Groupe pour améliorer son positionnement, innover et industrialiser. Dans un contexte difficile, le TACE et le TJM sont légèrement supérieurs à ceux de juin 2013.

Gfi Informatique a, sur les derniers 24 mois, considérablement renforcé sa capacité à offrir des services à forte valeur ajoutée à ses clients avec le portail d'entreprise « Company HUB » développé avec Nokia, l'offre Cloud avec le partenariat OBS, l'Outsourcing, le PLM¹ avec Thales, le Testing et la Business Intelligence avec Cognitis. Le Groupe poursuivra ses efforts, persuadé que l'innovation est essentielle au développement et à la rentabilité.

Analyse de l'activité à l'international

L'international progresse fortement : il a représenté 14,5% des ventes et 5,3% de la marge opérationnelle en 2014 contre respectivement 15,1% et 2,7% au premier semestre de l'an dernier. L'international a connu une croissance organique de + 2,7% contre une décroissance organique au 30 juin 2013 de - 10,2%.

Péninsule ibérique (Espagne et Portugal) :

Le chiffre d'affaires, à 39,9 M€ contre 39,7 M€, est en croissance organique de + 2,5%, tandis que la marge opérationnelle est à l'équilibre à 0,2%. En Espagne, le Groupe vient de signer un contrat d'outsourcing significatif qui devrait représenter en année pleine de l'ordre de 10% du chiffre d'affaires.

Europe du Nord (Belux et Suisse) :

Avec 13,7 M€ au 1^{er} semestre 2014 contre 12,7 M€ l'an dernier, l'activité a connu également une forte croissance organique (+ 7,6%). Cette croissance a été profitable, le taux de marge opérationnelle s'élevant à 5,2% contre 2,5% au 30 juin de l'an dernier.

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel s'élève à 10,2 M€ contre 7,8 M€ au premier semestre 2013, soit une progression de + 31%. La poursuite de l'intégration des acquisitions réalisées en fin d'année dernière explique notamment le montant des restructurations du premier semestre (5,8 M€ contre 5,2 M€ en juin 2013). Comme l'an dernier, le Groupe a réalisé l'essentiel des restructurations de l'exercice dès le premier semestre et considère que celles-ci devraient sur l'exercice être très légèrement supérieures aux 7 M€ enregistrés en 2013.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 1,7 M€ contre 0,8 M€ au 1^{er} semestre 2013.

Le résultat global de la période progresse à 1,6 M€ contre 0,9 M€ au 30 juin 2013.

¹ PLM : Product Life cycle Management

Structure financière : maîtrise du BFR et gearing de 42%

La capacité d'autofinancement s'établit à 16,5 M€ contre 12,5 M€ au 30 juin 2013 soit une progression de +32%. La consommation de BFR semestrielle compte tenu de l'évolution de l'activité est très maîtrisée : elle s'élève à 17,4 M€, un montant inférieur aux 19,3 M€ de l'an dernier. Ces éléments permettent d'afficher un gearing à 42% alors que dans le même temps la société a procédé à des acquisitions significatives avec Awak'IT, Aerial et ITN. Ces acquisitions et le CAPEX représentent 20,5 M€ d'investissements décaissés sur le premier semestre. Afin de compléter le financement des acquisitions, le Groupe a émis en juin un emprunt obligataire pour un montant de 15 M€ venant à échéance le 27 décembre 2019.

Effectifs

À fin juin 2014, les effectifs du Groupe s'élèvent à 10 620 personnes, contre 9 709 personnes à fin juin 2014.

Perspectives

À conjoncture équivalente, le Groupe considère que la fin de l'année devrait confirmer la croissance enregistrée au premier semestre et que la marge opérationnelle devrait continuer de progresser par rapport à l'an dernier. Par ailleurs le Groupe reste attentif à toute opportunité d'acquisition qui pourrait se présenter.

Description des principaux risques et des principales incertitudes pour le second semestre 2014

Bien que le chiffre d'affaires de Gfi Informatique soit, pour une large part, protégé par des contrats cadres et des contrats pluriannuels et que les principaux clients n'aient pas communiqué de signaux très négatifs, le Groupe reste très attentif à l'évolution de l'environnement économique et financier et suit de très près l'évolution de la situation.

Pour être complet, il convient de rappeler que dans son document de référence, le Groupe Gfi Informatique indique à propos des facteurs de risques liés aux écarts d'acquisition que :

« La valeur des écarts d'acquisition est soumise au risque de dépréciation en cas de dégradation de l'activité concernée et/ou d'évolution défavorable de ses perspectives à long terme et/ou de paramètres externes (hausse des taux d'intérêt, crise économique).

Dans le cas des activités poursuivies, l'évaluation de la valeur de ces actifs est effectuée périodiquement sur la base de la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession et la valeur d'utilité. Les modalités d'évaluation de la valeur d'utilité sont sensibles aux éventuelles évolutions des caractéristiques du modèle économique sous-jacent.

Le risque de dépréciation des écarts d'acquisition peut également survenir dans le cadre d'une stratégie de désengagement, lorsque la cession d'une activité est envisagée. Dans ce contexte particulier, l'évaluation de la valeur des écarts d'acquisition est alors effectuée sur la base du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession, qui peut être inférieur à la valeur comptable de l'activité ».

A ce jour, la Société estime que les facteurs de risques décrits dans son document de référence déposé le 22 avril 2014 sous le n°D.14-0386 n'ont pas évolué de manière significative depuis sa date de dépôt.

Informations relatives aux parties liées

Cf. « Accord concernant les OCEANES détenues par Boussard & Gavaudan ».

Évènements postérieurs à la clôture

Néant.

Comptes Semestriels Consolidés condensés

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

► État du résultat global consolidé

Résultat

(en milliers d'euros)		30.06.14	30.06.13
Chiffre d'affaires	<i>note 1</i>	386 751	368 614
Charges de personnel	<i>note 2</i>	(287 136)	(274 720)
Achats et charges externes		(69 452)	(67 087)
Impôts, taxes et versements assimilés		(6 266)	(6 743)
Dotations aux amortissements (hors actifs incorporels affectés)		(3 892)	(3 275)
Autres produits et charges opérationnels courants		73	228
MARGE OPERATIONNELLE		20 078	17 017
Marge opérationnelle en %		5,2%	4,6%
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés		(942)	(945)
Restructurations	<i>note 3</i>	(5 760)	(5 226)
Résultat des cessions et liquidations	<i>note 3</i>	(40)	(470)
Dépréciation des écarts d'acquisition	<i>note 7</i>	-	-
Autres produits et charges opérationnels	<i>note 3</i>	(3 092)	(2 557)
RESULTAT OPERATIONNEL		10 244	7 819
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		47	158
Coût de l'endettement financier brut		(3 095)	(3 118)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	<i>note 4</i>	(3 048)	(2 960)
Autres produits et charges financiers	<i>note 5</i>	(692)	(556)
Impôts sur les résultats	<i>note 6</i>	(4 800)	(3 661)
Résultat des sociétés intégrées par mise en équivalence		-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		1 704	642
dont part du Groupe		1 704	800
dont part ne donnant pas le contrôle		-	(158)
<i>Résultat de base par action (en euros)</i>	<i>note 10</i>	0,03	0,01
<i>Résultat dilué par action (en euros)</i>	<i>note 10</i>	0,03	0,01

Autres éléments du résultat global

(en milliers d'euros)		30.06.14	30.06.13
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		1 704	642
Éléments recyclables en résultat net			
Différences de conversion enregistrées en capitaux propres		(130)	228
Recyclage des réserves consolidées		-	-
Variation des instruments de couverture		(19)	47
Autres éléments du résultat global			
Variation des écarts actuariels		-	-
Impôt sur les autres éléments du résultat global		-	-
Résultat global reconnu en capitaux propres		(149)	275
RESULTAT GLOBAL		1 555	917
dont part du Groupe		1 555	1 075
dont part ne donnant pas le contrôle		-	(158)

► Tableaux consolidés des flux de trésorerie

La variation de la trésorerie nette par nature de flux est présentée dans le tableau consolidé des flux de trésorerie ci-après.

(en milliers d'euros)	30.06.14	30.06.13
Résultat net de l'ensemble consolidé avant résultat des activités abandonnées	1 704	642
Dotations nettes aux amortissements et provisions et autres éléments du résultat sans impact en trésorerie	6 496	4 644
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur	1 109	698
Plus ou moins-values nettes de cessions d'actifs	123	579
Profits et pertes de dilution	-	-
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	9 432	6 563
Coût de l'endettement financier net (retraité des variations de juste valeur)	2 309	2 261
Coût des sw ap	4	12
Charge d'impôt	4 800	3 661
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	16 545	12 497
Impôt versé	(5 424)	(5 318)
- Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité	(17 435)	(19 252)
I- FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	(6 314)	(12 073)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(3 509)	(2 480)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 604)	(2 943)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 184	626
- Décaissements NETS liés aux acquisitions d'immobilisations financières	(201)	24
+/- Incidences des variations de périmètre	(14 608)	11 184
+/- Variations des prêts et avances consenties	(755)	(798)
II- FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(20 493)	5 613
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
• Versées par les actionnaires de la société mère	-	-
• Versées par les minoritaires des sociétés intégrées	-	-
+/- Rachats et reventes d'actions propres	(1 471)	(160)
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
• Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-
• Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-
+ Souscription d'emprunts	17 776	-
- Remboursements d'emprunts	(4 824)	(2 902)
+/- Variation du tirage sur créances affacturées	18 868	9 938
- Intérêts financiers versés	(987)	(935)
- Coût des sw ap	(4)	(12)
III- FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	29 358	5 929
+/- Incidence des variations de cours des devises	(2)	33
VARIATION DE TRESORERIE	2 549	(498)

Incidences des variations de périmètre

Les flux des incidences de variation de périmètre sont liés aux opérations exposées en partie « II. Faits caractéristiques et périmètre de consolidation ».

La variation de trésorerie nette ainsi que l'endettement net du Groupe se détaillent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)		31.12.13	variation	30.06.14
Valeurs mobilières de placement		25 147	(1 379)	23 768
Disponibilités		23 099	(7 078)	16 021
Concours bancaires courants		(14 156)	11 006	(3 150)
Trésorerie nette		34 090	2 549	36 639
Endettement, part à long terme	note 11	(64 525)	(12 626)	(77 151)
Endettement, part à court terme (hors concours bancaires courants)	note 11	(16 418)	(24 940)	(41 358)
Endettement financier brut		(80 943)	(37 566)	(118 509)
Endettement financier net		(46 853)	(35 017)	(81 870)

► Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Réserves groupe	Titres de l'entreprise consolidante	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	Réserve de conversion	Capitaux propres, part du groupe	Capitaux propres ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Situation au 31 12 2012 retraitée (1)	108 901	36 259	48 158	(2 687)	(1 256)	175	189 550	(1 641)	187 909
Résultat 1er semestre 2013	-	-	800	-	-	-	800	(158)	642
Résultat reconnu en capitaux propres	-	-	-	-	47	228	275	-	275
Résultat global 1er semestre 2013	-	-	800	-	47	228	1 075	(158)	917
Dividendes versés	-	-	(3 223)	-	-	-	(3 223)	-	(3 223)
Titres de l'entreprise consolidante	-	-	(496)	336	-	-	(160)	-	(160)
Valorisation des paiements en actions	-	-	-	-	741	-	741	-	741
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	759	759
Variation de la réserve de conversion	-	-	-	-	-	(241)	(241)	(3)	(244)
Situation au 30 06 2013	108 901	36 259	45 239	(2 351)	(468)	162	187 742	(1 043)	186 699
Résultat 2nd semestre 2013	-	-	12 721	-	-	-	12 721	156	12 877
Résultat reconnu en capitaux propres	-	-	-	-	212	(67)	145	-	145
Résultat global 2nd semestre 2013	-	-	12 721	-	212	(67)	12 866	156	13 022
Titres de l'entreprise consolidante	-	-	244	618	-	-	862	-	862
Valorisation des paiements en actions	-	-	-	-	1 486	-	1 486	-	1 486
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	(908)	(908)
Put sur minoritaires	-	-	(331)	-	-	-	(331)	-	(331)
Variation de la réserve de conversion	-	-	-	-	-	1	1	7	8
Situation au 31 12 2013	108 901	36 259	57 873	(1 733)	1 230	96	202 626	(1 788)	200 838
Résultat 1er semestre 2014	-	-	1 704	-	-	-	1 704	-	1 704
Résultat reconnu en capitaux propres	-	-	-	-	(19)	(130)	(149)	-	(149)
Résultat global 1er semestre 2014	-	-	1 704	-	(19)	(130)	1 555	-	1 555
Dividendes versés	-	-	(5 437)	-	-	-	(5 437)	-	(5 437)
Titres de l'entreprise consolidante	-	-	(2 751)	1 287	-	-	(1 464)	-	(1 464)
Valorisation des paiements en actions	-	-	-	-	630	-	630	-	630
Variations de périmètre	-	-	(2 403)	-	-	-	(2 403)	1 788	(615)
Variation de la réserve de conversion	-	-	-	-	-	160	160	-	160
Situation au 30 06 2014	108 901	36 259	48 986	(446)	1 841	126	195 667	-	195 667

(1) Situation retraitée de l'application de la norme IAS 19

► État de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)		30.06.14	31.12.13
Ecarts d'acquisition	<i>note 7</i>	216 202	200 527
Autres immobilisations incorporelles	<i>note 8</i>	37 084	35 901
Immobilisations corporelles	<i>note 8</i>	9 318	8 054
Actifs financiers non courants		6 007	4 877
Impôts différés actifs	<i>note 6</i>	6 238	5 686
Autres actifs non courants	<i>note 9</i>	27 478	25 960
ACTIFS NON COURANTS		302 327	281 005
Stocks de marchandises		871	524
Clients et comptes rattachés		288 770	251 291
Autres créances		22 205	21 045
Charges constatées d'avance		11 149	9 143
Trésorerie et équivalents de trésorerie		39 789	48 246
ACTIFS COURANTS		362 784	330 249
ACTIFS DESTINES A LA VENTE		-	-
TOTAL ACTIF		665 111	611 254
Capital		108 901	108 901
Primes		36 259	36 259
Réserves consolidées		48 986	57 873
Autres		1 395	(503)
Réserves de conversion		126	96
CAPITAUX PROPRES, Part du groupe		195 667	202 626
Part ne donnant pas le contrôle		-	(1 788)
CAPITAUX PROPRES	<i>note 10</i>	195 667	200 838
Endettement, part à long terme	<i>note 11</i>	77 151	64 525
Impôts différés passifs	<i>note 6</i>	621	1 171
Provisions non courantes	<i>note 12</i>	23 905	24 013
Autres passifs financiers non courants	<i>note 14</i>	6 054	1 000
PASSIFS NON COURANTS		107 731	90 709
Provisions courantes	<i>note 13</i>	12 547	8 293
Endettement, part à court terme	<i>note 11</i>	44 508	30 574
Passifs financiers courants		-	-
Autres passifs financiers courants	<i>note 14</i>	5 818	7 743
Fournisseurs		50 908	50 127
Dettes fiscales et sociales		181 880	169 413
Autres passifs courants		21 227	11 784
Produits constatés d'avance		44 825	41 773
PASSIFS COURANTS		361 713	319 707
PASSIF DESTINES A LA VENTE		-	-
TOTAL PASSIF		665 111	611 254

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS

I. Informations générales

Gfi Informatique S.A. est la société mère d'un Groupe international de services en technologies de l'information.

Acteur européen de référence des services informatiques à valeur ajoutée et des logiciels, Gfi Informatique occupe un positionnement stratégique différenciant entre les opérateurs de taille mondiale et les acteurs de niche. Avec son profil de multi-spécialiste, le Groupe met au service de ses clients une combinaison unique de proximité, d'organisation sectorielle et de solutions de qualité industrielle.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2014 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 25 juillet 2014.

II. Faits caractéristiques et périmètre de consolidation

Faits caractéristiques

Émission d'un Emprunt Obligataire de 15 millions d'euros

Les Obligations de Gfi Informatique d'un montant total de 15 millions d'euros, émises le 2 juin 2014, portent intérêt au taux de 3,947 % l'an et viendront à échéance le 27 décembre 2019.

Les intérêts de ces Obligations sont payables annuellement à terme échu le 27 décembre de chaque année, et pour la première fois le 27 décembre 2014.

Accord concernant les OCEANES détenues par Boussard & Gavaudan

Gfi Informatique a conclu le 20 juin 2014 un accord avec BG Master Fund afin de réduire le taux d'intérêt annuel payé par la Société au titre des seules OCEANES détenues par BG Master Fund. Ces OCEANES ont été émises par la Société le 30 juin 2011 et sont décrites dans la note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers sous le n°11-252. A ce jour, BG Master Fund détient 99,89 % du nombre total des OCEANES encore en circulation. Aux termes de cet accord, BG Master Fund a accepté que le taux d'intérêt annuel payé au titre des OCEANES qu'il détient soit ramené de 5,25% à 3,00%, à compter de la date de signature de l'accord.

Gfi Informatique, quant à elle, s'est engagée pendant une durée de neuf mois, à compter de la date de signature de l'accord, à ne pas exercer la faculté de remboursement anticipé prévue au premier paragraphe de l'article 4.1.8.1.3 de la note d'opération.

Cet accord a été traduit comptablement par une réduction du taux d'intérêt appliqué sur les périodes futures, à compter du 20 juin 2014.

Périmètre de consolidation

Cognitis

Gfi Informatique a conclu un protocole d'accord le 24 janvier 2014 avec l'actionnaire minoritaire de la société Cognitis Group, accord qui lui permet de détenir l'intégralité du capital de cette société contre 73,4% auparavant.

Acquisition de l'agence digitale AWAK'IT : poursuite de la stratégie d'innovation

Gfi Informatique a acquis fin janvier la totalité du capital de la société Awak'IT, agence conseil spécialisée dans la communication Digitale globale, Corporate, RH des grands groupes.

Awak'IT s'est forgée une compétence reconnue sur les nouveaux canaux du Digital et compte notamment parmi ses clients des groupes prestigieux dont beaucoup du CAC 40. À travers cette opération, Gfi Informatique a pour objectif de prendre une place de premier plan sur le marché (français) du Digital, et vise le développement de synergies commerciales importantes sur un secteur en très forte croissance. Awak'IT réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 6 millions d'euros.

Awak'IT et ses 2 filiales, Tikawa productions et Yves Hunt, ont été intégrées à compter du 1^{er} février 2014.

Acquisition de la société ITN : une position stratégique dans les logiciels de gestion pour les assurances

ITN est un des leaders de l'édition de progiciels de gestion pour le secteur des assurances. Avec un effectif d'environ 110 personnes, ITN réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 15 millions d'euros, dont plus de la moitié en licences et maintenance, pour une marge opérationnelle supérieure à 15%.

Cette acquisition permet d'augmenter de près de 20% en année pleine l'activité logicielle de Gfi Informatique. Elle s'inscrit dans le cadre du plan IP 20 annoncé en début d'année qui vise à porter de 12% à 20% à un horizon de 3 ans le chiffre d'affaires Solutions du Groupe.

La société a été intégrée à compter du 1^{er} juin 2014.

Acquisition de la société Aerial

Gfi Informatique a finalisé l'acquisition de l'ESN Aerial auprès du groupe Real Dolmen.

Aerial réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 30 millions d'euros et compte près de 350 collaborateurs. Elle dispose d'un portefeuille clients prestigieux : près de la moitié du chiffre d'affaires est réalisé dans le secteur public, 20% dans les services financiers et les assurances et le solde auprès de grandes entreprises des télécoms, de l'industrie ou des services.

Elle dispose également d'un savoir-faire reconnu dans les migrations de données et de solutions pour l'industrie pharmaceutique et le secteur des assurances. Enfin avec plus de 40% réalisés en Tierce Maintenance Applicative, la société présente une récurrence significative de son chiffre d'affaires.

La société a été intégrée à compter du 30 juin 2014.

Fusions

En vue de simplifier et rationaliser l'organigramme du Groupe, les filiales françaises et suisses suivantes ont été fusionnées dans leurs sociétés mères respectives :

- Addstones Consulting SAS ;
- Genesis Informatique SA.

A la suite de cette opération la société Vanilla SAS a été renommée Addstones Vanilla SAS.

Liste des sociétés consolidées

En dehors des acquisitions présentées ci-dessous, le périmètre du Groupe sur le 1^{er} semestre 2014 n'a pas été modifié.

Nom de la société	Siège social Adresse	Code postal et Ville	N°Siren	Méthode de consoli- dation	% de contrôle	% d'intérêt	Pays d'activité
Awak'IT	67, rue d'Aguesseau	92100 Boulogne Billancourt	412 013 922	IG	100%	100%	France
Tikawa Productions	67, rue d'Aguesseau	92100 Boulogne Billancourt	451571293	IG	100%	100%	France
Yves Hunt	67, rue d'Aguesseau	92100 Boulogne Billancourt	503 685 869	MEQ	34%	34%	France
Airial Conseil	3, rue Bellini	92800 Puteaux	316 695 451	IG	100%	100%	France
ITN Consultants S.A.	82, rue Saint-Lazare	75009 Paris	333 489 532	IG	100%	100%	France

IG = Intégration globale. MEQ = Mise en équivalence.

La liste exhaustive des sociétés consolidées est présentée dans les Etats Financiers Consolidés du Groupe au 31 décembre 2013.

Impacts des variations de périmètre

Le tableau ci-dessous détaille l'affectation du coût actualisé des regroupements d'entreprises de la période :

(en milliers d'euros)	30.06.14
Ecart d'acquisition provisoires	15 440
Immobilisations incorporelles et corporelles	1 654
Clients et rattachés	18 831
Indemnités de départ à la retraite	(1 600)
Imposition différée nette	307
Fournisseurs, Autres passifs et autres actifs	(14 603)
Endettement brut	(3 686)
Trésorerie nette	11 250
Coût actualisé du regroupement d'entreprise	27 593

Le flux net de trésorerie lié aux acquisitions de la période se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	30.06.14
Coût actualisé du regroupement d'entreprise	27 593
- Dette sur acquisition de l'exercice	(7 483)
= Trésorerie versée	20 110
Trésorerie acquise	11 250
Flux net de trésorerie	(8 860)

L'impact des regroupements d'entreprise sur le résultat de la période n'est pas significatif, compte tenu des dates d'entrée dans le périmètre.

III. Principes et méthodes comptables

Les comptes consolidés du Groupe GFI Informatique sont établis selon les normes comptables internationales IAS/ IFRS applicables au 30 juin 2014 telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés du Groupe GFI Informatique, il n'y a pas de divergences entre le référentiel approuvé par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2014 sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers du 31 décembre 2013.

L'impact de l'adoption des nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes sur les états financiers du Groupe reste limité :

- IAS 28 – Participation des entreprises associées ;
- IFRS 10 – Consolidation ;
- IFRS 11 – Partenariats ;
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les filiales, les partenariats et les participations associées ;
- Amendement IAS 32 – compensation des actifs et des passifs financiers ;
- IAS 36 – Informations à fournir concernant la valeur recouvrable des actifs non financiers ;
- IAS 39 – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture.

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes suivantes :

- IFRIC 21 : Taxes ;
- IAS 19 : Régimes à prestations définies – cotisation des membres du personnel ;
- Améliorations aux IFRS 2010-12 et 2011-13.

Le processus interne de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

Les autres règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013.

- - -

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables et hypothèses déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés concernent notamment l'évaluation des engagements en matière de retraite, les tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition et les provisions pour risques et charges. Dans le cadre d'un arrêté semestriel, les provisions pour primes annuelles, le CICE et la charge d'impôt constituent également des estimations significatives.

IV. Notes sur l'état du résultat global consolidé

NOTE 1 : CHIFFRE D'AFFAIRES

L'évolution de la répartition géographique du chiffre d'affaires s'établit comme suit :

(en milliers d'euros)	30.06.14		30.06.13	
France	330 561	85%	313 062	85%
International	56 190	15%	55 552	15%
Espagne	32 462	8%	31 187	8%
Portugal	7 431	2%	8 548	2%
Belux	12 648	3%	11 913	3%
Suisse	1 008	0%	771	0%
Maroc	2 641	1%	3 133	1%
Total	386 751	100%	368 614	100%

À périmètre constant, la croissance organique du chiffre d'affaires s'élève à +2,4%.

NOTE 2 : CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

(en milliers d'euros)	30.06.14	30.06.13
Rémunération du personnel	210 115	201 200
Charges sociales	76 674	73 240
Participation et intéressement	347	280
Total	287 136	274 720

L'effectif moyen du Groupe est le suivant :

Effectif moyen	30.06.14	30.06.13
Cadres	6 841	6 483
Employés, techniciens, agents de maîtrise	3 361	3 308
Total	10 202	9 791

Les avantages au personnel provisionnés sont présentés dans la note afférente aux « Provisions non courantes ».

CICE

Le CICE est comptabilisé au niveau des charges de personnel et représente un produit net de 4,8 millions d'euros sur la période, contre 2,9 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2013.

NOTE 3 : RESULTAT OPERATIONNEL

Restructurations

Les charges de restructuration comprises dans le résultat opérationnel concernent principalement la France et l'Espagne pour respectivement 5 197 milliers d'euros et 505 milliers d'euros.

Dépréciation des écarts d'acquisition

Cf. Note 7.

Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	30.06.14	30.06.13
Opérations de périmètre	(723)	(434)
Actions gratuites	(630)	(1 066)
Litige TVA, intérêts de retard	(89)	(154)
Déménagements	(811)	(183)
Autres	(839)	(720)
Total	(3 092)	(2 557)

Opération de périmètre

Conformément à la norme IFRS 3 Révisée, les frais liés aux opérations de regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges.

Actions gratuites

Les Conseils d'administration des 14 mars 2012 et 1er mars 2013 ont attribué des droits à actions gratuites au profit des salariés et dirigeants des sociétés du Groupe. Les actions seront acquises aux bénéficiaires à l'issue d'une période d'acquisition minimale de deux ans et sous des conditions de performances du Groupe.

Le Conseil d'administration du 25 mars 2014, après avoir constaté la présence des bénéficiaires dans les effectifs de la Société à la date du 14 mars 2014 a attribué à ces derniers globalement 661 188 actions Gfi Informatique.

Le nombre maximal d'actions gratuites attribuées s'élève à 836 385. Compte tenu de la probabilité d'atteinte des conditions de performances, ainsi que des cotisations sociales, la charge de la période s'élève à 630 milliers d'euros.

Intérêts de retard

Les intérêts de retards portent sur les droits en principal du litige fiscal décrit en Note 13 « Provisions courantes ».

NOTE 4 : COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)	30.06.14	30.06.13
Plus-values sur cession de VMP et produits des VMP	47	158
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	47	158
Charges d'intérêt	(1 869)	(1 984)
Variation de juste valeur des emprunts et emprunts obligataires	(739)	(698)
Charges d'intérêt liées à l'affacturage	(487)	(436)
Coût de l'endettement financier	(3 095)	(3 118)
Total	(3 048)	(2 960)

NOTE 5 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(en milliers d'euros)	30.06.14	30.06.13
Gains de change	21	23
Pertes de change	(15)	(93)
Effet des actualisations	(370)	-
Coût financier des engagements envers le personnel	(341)	(333)
Dépréciations nettes des reprises	-	-
Autres produits financiers (SWAP et autres)	16	11
Autres charges financières (SWAP et autres)	(3)	(164)
Total	(692)	(556)

NOTE 6 : IMPÔTS SUR LES RESULTATS

Traitement comptable de la CVAE

La CVAE, qui selon l'analyse du Groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12 est comptabilisée en impôt sur le résultat, pour un montant de 4,5 millions d'euros au titre de la période.

Intégration fiscale

En France, le périmètre d'intégration fiscale de Gfi Informatique au 30 juin 2014 comprend 8 sociétés. Au titre de la période, l'option pour l'intégration fiscale a généré une économie d'impôt de 1 166 milliers d'euros pour le Groupe.

Impôts différés

Au 30 juin 2014, les sources d'impôt différé sont les suivantes en France et à l'international.

(en milliers d'euros)	31.12.13	Impact des variations de taux	Variations de périmètre	Autres et Ecart de conversion	Impact sur le résultat	30.06.14
Différences temporaires issues des déclarations fiscales						
Différences temporaires fiscales *	1 319	-	-	-	(327)	992
Autres différences temporaires fiscales	954	-	-	-	(72)	882
Différences temporaires liées aux retraitements en consolidation						
Reports déficitaires activés	7 508	-	-	-	646	8 154
Immobilisations générées en interne et fiscalité liée	(8 680)	-	-	-	(385)	(9 065)
Provision pour indemnités de départ à la retraite	6 997	-	579	-	346	7 922
Relations clientèle	(3 446)	-	(271)	-	324	(3 393)
Retraitement Emprunt	(1 176)	-	-	-	184	(992)
Autres différences	1 385	-	-	(1)	1	1 385
Impôts différés nets France	4 861	-	308	(1)	717	5 885
Différences temporaires fiscales	(14)	-	-	-	-	(14)
Reports déficitaires activés	161	-	-	-	-	161
Autres différences	(493)	-	-	-	78	(415)
Impôts différés nets International	(346)	-	-	-	78	(268)
Total impôts différés nets	4 515	-	308	(1)	795	5 617
dont Impôts différés actifs	5 686					6 238
Impôts différés passifs	(1 171)					(621)

* participation des salariés, participation à l'effort de construction et organique

V. Notes sur l'état de la situation financière consolidée

NOTE 7 : ÉCARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	Valeurs		Valeurs nettes
	brutes	Dépréciations	
31 décembre 2013	222 018	21 491	200 527
Acquisitions	15 655	-	15 655
Cessions	-	-	-
Dépréciations de la période	-	-	-
Ecarts de change	66	46	20
30 juin 2014	237 739	21 537	216 202

La variation des écarts d'acquisitions de la période est principalement liée aux acquisitions présentées en II. Faits caractéristiques et périmètre de consolidation. La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs aux acquisitions Awak'IT, ITN, Aïrial et Addstones sera finalisée dans le délai d'affectation.

Unités génératrices de trésorerie

La définition des UGT est celle décrite dans les États Financiers Consolidés arrêtés au 31 décembre 2013.

Méthode d'évaluation appliquée aux activités poursuivies

La méthode d'évaluation retenue pour la détermination des valeurs d'usage est celle des flux de trésorerie futurs actualisés.

Sur les UGT présentant des indices de perte de valeur (la zone ibérique), un test d'évaluation a été réalisé au 30 juin 2014. Les prévisions d'activité sont basées sur les budgets d'exploitation arrêtés par la Direction pour le second semestre 2014 avec des taux de croissance pour les années 2015 à 2018 compris entre +2% et +7%.

Le taux d'actualisation retenu s'élève à 10,0%. Le taux de croissance à l'infini est fixé à 1,5% pour l'Europe du Sud.

Compte tenu des hypothèses retenues en termes de rentabilité et de besoin en fonds de roulement d'exploitation, aucune dépréciation n'a été constatée au 30 juin 2014.

Tests de sensibilités et valeur des écarts d'acquisition par UGT

Dans le contexte de la clôture, l'appréciation de la variation raisonnablement possible des hypothèses clés par le Groupe correspond aux fourchettes de valeurs présentées dans les tests de sensibilités et rappelées ci-dessous :

- hausse de 0,5 point du taux d'actualisation ;
- diminution de 0,5 point du taux de croissance à l'infini ;
- diminution de 0,5 point du taux de marge sur l'ensemble des périodes de flux 2015 à 2018 ;
- diminution de 0,5 point du taux de croissance du chiffre d'affaires sur l'ensemble des périodes de flux 2015 à 2018 ;
- dégradation de 10% des hypothèses de BFR.

En France

Les écarts d'acquisition en France s'élèvent à 182 millions d'euros au 30 juin 2014. L'UGT « activité de service » et l'UGT « activité de logiciels » représentent respectivement des valeurs nettes comptables d'écart d'acquisition de 142 millions d'euros et 40 millions d'euros. Aucune variation raisonnablement possible des hypothèses clés ne conduirait la valeur recouvrable de ces UGT à devenir inférieures à leurs valeurs nettes comptables.

À l'international

À l'international, la répartition des valeurs des écarts d'acquisition par pays est présentée en note 15 : Information sectorielle.

Les écarts d'acquisition en Espagne s'élèvent à 21 millions d'euros au 30 juin 2014. L'UGT « activité de service » et l'UGT « activité de logiciels » représentent respectivement des valeurs nettes comptables d'écart d'acquisition de 20 millions d'euros et 1 millions d'euros.

Les résultats des tests de sensibilités au 30 juin 2014 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Impacts sur la valeur nette des écarts d'acquisition figurant au bilan au 30.06.14	en valeur	en %	Répartition par UGT	
			Activité de services	
			Espagne	Portugal
<u>Sensibilité à une hypothèse</u>				
Hausse de 0,5 point du taux d'actualisation	0,0	0%	na	na
Diminution de 0,5 point du taux de croissance à l'infini	0,0	0%	na	na
Diminution de 0,5 point de taux de marge	-0,4	0%	-0,3	-0,1
Diminution de 0,5 point de taux de croissance chiffre d'affaires	0,0	0%	na	na
Dégradation de 10% des hypothèses de BFR	0,0	0%	na	na
<u>Sensibilité à une combinaison de variations raisonnables d'hypothèses</u>				
Hausse de 0,5 point du taux d'actualisation combinée à :				
- une baisse de 0,5 point du taux de croissance à l'infini	-0,4	0%	-0,4	0,0
- une baisse de 0,5 point du taux de marge	-2,8	-1%	-2,3	-0,5

NOTE 8 : AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers d'euros)			30.06.14	31.12.13
	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Logiciels acquis	11 162	9 613	1 549	1 146
Logiciels créés	9 387	6 428	2 959	3 032
Frais de développement	39 787	16 842	22 945	21 900
Relations clientèle	21 054	11 423	9 631	9 823
Total	81 390	44 306	37 084	35 901

Les logiciels acquis correspondent aux licences d'exploitation des logiciels et progiciels informatiques acquises. Les logiciels créés correspondent notamment aux frais afférents au projet ERP pour le Groupe.

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
31 décembre 2013	74 989	39 088	35 901
Immobilisations acquises	244		244
Immobilisations générées en interne	3 265		3 265
Immobilisations cédées ou mises au rebut			-
Amortissements de la période		3 597	(3 597)
Entrées de périmètre	2 892	1 621	1 271
Ecart de change			-
30 juin 2014	81 390	44 306	37 084

Les entrées de périmètre sont relatives aux justes valeurs des actifs identifiés dans le cadre des acquisitions de la période.

Les immobilisations générées en interne représentent les frais de développement activés dans le cadre de l'activité « Edition de progiciels » du Groupe.

Les immobilisations corporelles ne présentent pas de variation significative sur la période.

NOTE 9 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(en milliers d'euros)		30.06.14	31.12.13
Créances fiscales		27 478	25 960
Créance litige TVA	<i>note 13</i>	4 834	4 834
Valeur brute		32 312	30 794
Dépréciations	<i>note 13</i>	(4 834)	(4 834)
Total		27 478	25 960

Créance fiscales

Les créances fiscales non courantes sont composées des créances de carry-back, de crédit d'impôt recherche et de CICE au titre de la période et des exercices 2011 et suivants, à l'exception du CICE de 2013 du Groupe d'intégration fiscale Gfi Informatique qui a fait l'objet d'une cession déconsolidante au cours de la période, pour un total de 27 478 milliers d'euros au 30 juin 2014.

NOTE10 : CAPITAUX PROPRES

L'état des variations des capitaux propres est présenté dans la première partie des états financiers consolidés.

Évolution du capital social

Le capital, composé au 30 juin 2014 de 54 450 342 actions de 2 euros de valeur nominale et s'élevant ainsi à 108 900 684 euros, n'a pas varié sur la période.

Nombre moyen d'action et résultat par action

Nombre moyen d'actions	30.06.14	30.06.13
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	54 450 342	54 450 342
Nombre moyen pondéré d'actions autodétenus	(623 869)	(867 162)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	53 826 473	53 583 180
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles dilutives	1 103 941	1 178 088
Nombre moyen pondéré d'actions dilué	54 930 414	54 761 268

Résultat par action

Résultat par action	30.06.14	30.06.13
Résultat de base par action <i>(en euros)</i>	0,03	0,01
Résultat dilué par action <i>(en euros)</i>	0,03	0,01

L'évolution du cours de bourse sur la période donne aux Bsaar un caractère dilutif.

Opération sur les titres auto-détenus

La rubrique « Titres de l'entreprise consolidante » représentait 515 604 titres au 31 décembre 2013, valorisés à 1 733 milliers d'euros.

Au cours de l'exercice :

- l'acquisition de 536 110 titres au prix moyen de 6,00 euros par titre ;
 - la cession de 317 344 titres au prix moyen de 5,50 euros ;
 - l'attribution de 661 188 titres aux bénéficiaires des plans d'actions gratuites mis en place en 2012 et ;
 - l'attribution de 2 236 actions en contrepartie de la conversion de 2 132 océanes ;
- ont porté ce nombre de titres à 70 946 au 30 juin 2014.

Ces titres représentent 0,1% du nombre total d'actions en circulation au 30 juin 2014.

Dividendes

Le dividende voté par l'Assemblée Générale du 20 mai 2014 au titre de l'exercice 2013 s'élève à 0,10 centime d'euro par action, il donnera lieu à un versement au titre du second semestre 2014.

La dette envers les actionnaires, d'un montant de 5 438 milliers d'euros est comptabilisée au bilan dans le poste « Autres passifs courants ».

NOTE 11 : ENDETTEMENT

Endettement, part à long terme

(en milliers d'euros)	30.06.14	31.12.13
Emprunt obligataire, part à long terme	61 492	46 113
Emprunt auprès des établissements de crédit, part à long terme	15 659	18 412
Total	77 151	64 525

Endettement, part à court terme

(en milliers d'euros)	30.06.14	31.12.13
Emprunt auprès des établissements de crédit, part à court terme	10 790	9 351
Concours bancaires courants	3 150	14 156
Tirages sur créances affacturées	29 199	7 020
Intérêts courus non échus sur emprunts et dettes financières diverses	1 369	47
Total	44 508	30 574

Échéances

(en milliers d'euros)	30.06.14	échéances			
		juillet 2014 à juin 2015	juillet 2015 à juin 2016	juillet 2016 à juin 2017	après juin 2017
Emprunt obligataire	61 492	-	-	46 713	14 779
Emprunt auprès des étb de crédit	26 449	10 792	10 671	4 986	-
Total	87 941	10 792	10 671	51 699	14 779

Covenants bancaires

Le contrat d'emprunt bancaire du 28 septembre 2012 contient des clauses conventionnelles dites de défaut, pour lesquelles les critères financiers sont appréciés lors de la clôture semestrielle. Depuis l'avenant du 23 mai 2014, le niveau des covenants requis est le suivant :

Covenants	Exigence	30.06.14	31.12.14	30.06.15	31.12.15
EBE / Frais Fi Nets Cash	R1 > à :	5,00	5,00	5,00	5,00
Dettes Fi. Nettes / EBE	R2 < à :	2,50	2,00	2,50	2,00
Dettes Fi. Nettes / CP	R3 < à :	0,60	0,60	0,50	0,50

Les covenants sont respectés au 30 juin 2014.

NOTE 12 : PROVISIONS NON COURANTES

(en milliers d'euros)	31.12.13	Périmètre	Augmen- tations	Diminutions	Reclas- sement	30.06.14
Indemnités de départ à la retraite	21 345	1 600	1 286	(326)		23 905
Litige fiscal	2 668				(2 668)	-
Total	24 013	1 600	1 286	(326)	(2 668)	23 905

Litige fiscal TVA

Les échéances du litige fiscal sont inférieures à un an. La provision correspondante a, de ce fait, été reclassée, sur la période, en Provision Courante.

Indemnités de départ à la retraite

Les indemnités légales et conventionnelles de départ à la retraite sont provisionnées pour chacun des salariés du Groupe présent en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément à la norme IAS 19 Révisée.

L'évolution de l'engagement de retraite du Groupe se détaille de la manière suivante :

Provision pour indemnités de départ en retraite au 31 décembre 2013	21 345
Entrées de périmètre	1 600
Coûts des services rendus au cours de la période	945
Coût financier	341
Effet de toute réduction ou liquidation	(326)
Variations des écarts actuariels	-
Provision pour indemnités de départ en retraite au 30 juin 2014	23 905

NOTE 13 : PROVISIONS COURANTES

(en milliers d'euros)	31.12.13	Périmètre	Augmen- tations	Diminutions	Reclas- sement	30.06.14
Litige fiscal TVA	3 667		89		2 668	6 424
Prud'hommes et restuc- -turations engagées	1 120	1 361	891	(367)		3 005
Litiges divers	203					203
Risques fiscaux et sociaux	2 630			(9)		2 621
Autres	673	84		(463)		294
Total	8 293	1 445	980	(839)	2 668	12 547

Les augmentations et diminutions se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Dotations			Total	Reprises			Total	dont reprises sans utilisation
	Opéra- -tionnelle courante	Opéra- -tionnelle non courante	Financière		Opéra- -tionnelle courante	Opéra- -tionnelle non courante	Financière		
Litige fiscal TVA		89		89				-	
Prud'hommes et restuc- -turations engagées		891		891		(367)		(367)	(60)
Litiges divers				-				-	
Risques fiscaux, sociaux				-		(9)		(9)	(9)
Autres				-	(458)	(5)		(463)	(5)
Total	-	980	-	980	(458)	(381)	-	(839)	(74)

Litige fiscal TVA

La provision pour litige TVA correspond à la notification des redressements portant sur les années 2004, 2005 et 2006. Le vérificateur a remis en cause l'exonération de TVA sur certaines livraisons intracommunautaires. Les redressements notifiés en 2007 et 2008 portent sur une somme globale de 8,5 millions d'euros, à laquelle il convient d'ajouter les intérêts de retard pour 1,3 million d'euros, ainsi que les majorations de 40% pour manquements délibérés soit 3,4 millions d'euros, soit un total, intérêts et majorations compris de 13,2 millions d'euros.

GFI Informatique considère que ces redressements ne sont pas justifiés, ni en droit, ni en fait et a donc engagé la défense de sa position devant les juridictions compétentes, et tout d'abord devant le Tribunal Administratif. Puis après rejet de l'ensemble de la requête, et relevant de nombreuses contradictions dans le jugement et notamment l'absence de réponse à une demande de question préjudicielle à poser devant la CJUE, la société a déposé un recours devant la Cour d'Appel de Versailles le 6 février 2013.

Maintenant son analyse, GFI informatique a décidé de ne pas provisionner la pénalité pour manquement délibéré.

Les intérêts de retard à compter de cette date de mise en recouvrement ont été provisionnés. Ils s'élèvent à 89 milliers d'euros au titre de la période et 1 417 milliers d'euros au titre des exercices précédents.

Au 1^{er} semestre 2014, Gfi Informatique a demandé et obtenu un échelonnement du règlement sur les années 2013 à 2015.

Au titre de 2013, les deux premiers versements sont intervenus pour un montant total de 4 834 milliers d'euros entraînant une reprise de provision pour risque du même montant. Par ailleurs, la société a procédé à l'enregistrement d'une créance sur l'État du même montant du fait qu'elle considère que sa position est justifiée. Toutefois, en application du principe de prudence, cette créance a été simultanément dépréciée en totalité.

Au titre de 2014, les versements interviendront au second semestre, le solde des flux de trésorerie à venir au titre de ce litige présente l'échéancier suivant :

(en milliers d'euros)	30.06.2014	échéances	
		2e semestre 2014	1er semestre 2015
Principal	3 667	3 667	
Intérêts de retard jusqu'à fin juin 2014	2 757		2 757
Total provisionné note 13	6 424	3 667	2 757
Estimation des Intérêts de retard à compter de juillet 2014	31		31
Pénalités pour manquement délibéré	3 400	1 173	2 228
Flux de trésorerie	9 855	4 840	5 016

NOTE 14 : AUTRES PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS ET COURANTS

(en milliers d'euros)	30.06.14	31.12.13
Autres passifs financiers non courants	6 054	1 000
Autres passifs financiers courants	5 818	7 743
Total	11 872	8 743

Les autres passifs financiers non courants et courants regroupent les dettes liées aux acquisitions de titres consolidés. Au 30 juin 2014, ces dettes sont composées principalement des compléments de prix déterminés sur la base de prévisions de performances des sociétés concernées.

VII. Informations complémentaires

NOTE 15 : INFORMATION SECTORIELLE

La segmentation sectorielle au 30 juin 2014 est identique à celle du 31 décembre 2013.

(en milliers d'euros)	30.06.14	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Chiffre d'affaires	386 751	330 561	32 462	7 431	12 648	1 008	2 641
MARGE OPERATIONNELLE	20 078	19 016	62	31	776	(71)	264
Marge opérationnelle en %	5,2%	5,8%	0,2%	0,4%	6,1%	-7,0%	10,0%

(en milliers d'euros)	30.06.13	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Chiffre d'affaires	368 614	313 062	31 187	8 548	11 913	771	3 133
MARGE OPERATIONNELLE	17 017	16 564	56	(43)	460	(138)	118
Marge opérationnelle en %	4,6%	5,3%	0,2%	-0,5%	3,9%	-17,9%	3,8%

(en milliers d'euros)	30.06.14	Intra-Groupe	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Ecarts d'acquisition	216 202		182 011	21 558	4 804	5 116	2 201	512
Autres immobilisations incorporelles	37 084		36 040	836	26	162	0	20
Immobilisations corporelles	9 318		7 466	896	309	371	2	274
Clients et comptes rattachés	288 770	(1 716)	245 158	25 922	5 886	7 294	357	5 869

(en milliers d'euros)	2013	Intra-Groupe	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Ecarts d'acquisition	200 527		166 356	21 558	4 804	5 116	2 182	511
Autres immobilisations incorporelles	35 901		34 771	860	32	209	2	27
Immobilisations corporelles	8 054		6 623	716	354	155	5	201
Clients et comptes rattachés	251 291	(1 821)	211 289	24 728	6 714	3 993	424	5 964

NOTE 16 : RISQUES DIVERS

Le contrôle fiscal sur les exercices 2011 et 2012 de la société Cognitis France est actuellement en cours depuis sa notification d'ouverture, le 19 décembre 2013.

NOTE 17 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan du Groupe sont ceux consentis ou reçus par GFI Informatique et ses filiales.

Ceux présentés au 31 décembre 2013 n'ont pas varié significativement. Ils ont été complétés par les nouveaux engagements suivants :

(en milliers d'euros)		30.06.14
échéance	Garanties de passif reçues dans le cadre des acquisitions suivantes :	plafond
24/07/15 ⁽¹⁾	Aw ak'IT	1 000
03/06/16 ⁽¹⁾	ITN	2 000*
18/06/15 ⁽¹⁾	Airial	600*

(1) Passif fiscal ou social : expiration de la période légale de prescription

** Le plafond se réduit dans le temps*

En Espagne, le Groupe a signé avec Euskaltel un contrat d'outsourcing de son informatique interne. Dans ce cadre, il doit reprendre l'ancienneté des effectifs transférés et s'engage à ne pas les licencier avant la fin du contrat. Le montant maximum des indemnités à verser aux salariés en cas d'arrêt du contrat et de licenciement consécutif à cet arrêt s'élève à 2,5 millions d'euros. Compte tenu de la probabilité de versement de ce montant, jugé faible par le management, aucune provision n'a été constatée.

NOTE 18 : ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS

Néant.

NOTE 19 : INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Cf. « Accord concernant les Océanes détenues par Boussard et Gavaudan ».

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Gfi Informatique, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Paris-La Défense, le 30 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton International

ERNST & YOUNG et Autres

Vincent Papazian

Pierre Jouanne

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

Monsieur Vincent ROUAIX

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 2 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Fait à Paris, le 30 juillet 2014

Monsieur Vincent ROUAIX
Président Directeur Général



Gfi Informatique – La Porte du Parc – 145, boulevard Victor-Hugo – 93400 Saint-Ouen

www.gfi.fr